



Conseil économique  
et social

Distr.  
LIMITÉE

E/ICEF/1998/P/L.8/Add.1  
15 juin 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE  
Conseil d'administration  
Deuxième session ordinaire de 1998  
8-11 septembre 1998  
Point 7 de l'ordre du jour provisoire\*

POUR SUITE A DONNER

RECOMMANDATION CONCERNANT UN PROGRAMME DE PAYS\*\*

Angola

Additif

RESUME

Le présent additif à la note de pays soumise par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire, en janvier 1998, contient la recommandation définitive concernant le programme de pays soumis à l'approbation du Conseil.

La Directrice générale recommande au Conseil d'administration d'approuver le programme de pays de l'Angola pour la période allant de 1999 à 2003, d'un montant de 18 729 000 dollars à prélever sur la masse commune des ressources, dans la limite des fonds disponibles, et de 56 471 000 dollars à prélever sur les fonds supplémentaires, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

\* E/ICEF/1998/12.

\*\* La note de pays originale prévoyait seulement des chiffres indicatifs pour la coopération estimative du programme. Les chiffres figurant dans le présent additif sont définitifs et tiennent compte des soldes non engagés au titre de la coopération au programme à la fin de 1997. Ils seront indiqués dans l'"Etat récapitulatif des engagements recommandés en 1998 pour les programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources et à l'aide de fonds supplémentaires" (E/ICEF/1998/P/L.21).



TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
LA SITUATION DES ENFANTS ET DES FEMMES .....	3
COOPERATION AU PROGRAMME .....	4
COOPERATION RECOMMANDEE AU PROGRAMME, 1999-2003 .....	7

Liste des tableaux

1. Statistiques de base concernant les femmes et les enfants .....	15
2. Dépenses au titre de la période précédente de coopération, 1997-1998	18
3. Prévision de dépenses annuelles .....	19
4. Liens du budget-programme et des coûts de personnel .....	20

## LA SITUATION DES ENFANTS ET DES FEMMES

1. Les femmes et les enfants angolais ont beaucoup souffert du conflit prolongé et de ses séquelles et la plupart des indicateurs de leur situation ne font apparaître aucune amélioration depuis plusieurs décennies. Pendant les années 90, l'assistance extérieure a revêtu pour l'essentiel la forme de secours humanitaires immédiats. Toutefois, les progrès accomplis depuis la signature du Protocole de Lusaka, en 1994, et notamment la création d'un gouvernement d'union nationale et de réconciliation en 1997, ont été tels qu'il faut maintenant adopter une perspective à plus long terme pour s'attaquer aux causes fondamentales ainsi qu'aux manifestations de la situation des enfants et des femmes. De plus, la perspective d'un substantiel dividende de paix et l'élargissement de la base de ressources de l'Angola, particulièrement dans le secteur pétrolier, augurent bien d'une transition réussie des secours d'urgence au développement. Toutefois, l'augmentation du produit national brut, qui a été d'environ 9 % par an depuis 1994, n'a guère eu d'impact sur la pauvreté. En 1997, les dépenses publiques de santé et d'éducation n'ont représenté ensemble que 10 % de l'ensemble du budget.

2. Environ 500 000 enfants angolais sont encore déplacés; l'on estime que 12 % des enfants sont orphelins de père et 5 % orphelins de mère. A Luanda, la capitale, 15 % des enfants vivent séparés de leurs parents. En dépit des effets évidents de la guerre et du dénuement, les principales causes de décès chez les enfants sont le paludisme, les maladies diarrhéiques, les infections des voies respiratoires et les maladies pouvant être évitées par la vaccination, maladies exacerbées dans tous les cas par des carences nutritionnelles. Les taux de survie des enfants angolais demeurent très faibles. Les taux de mortalité infantile et de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMI et TMM5), qui sont de 170 et de 292 pour 1 000 naissances vivantes respectivement, signifient qu'il meure chaque jour quelque 105 nouveaux-nés et 70 enfants de 1 à 4 ans. Le paludisme est à l'origine de 40 % des décès chez les jeunes enfants. Quarante-deux pour cent des jeunes enfants souffrent d'insuffisance pondérale compte tenu de leur âge et 53 % de retards de croissance. Le développement optimal des enfants demeure entravé par le manque d'accès à l'éducation de base et, pour ceux qui y ont effectivement accès, par la mauvaise qualité de l'enseignement.

3. Par suite, principalement, d'une sensibilisation insuffisante et de l'insuffisance des services d'orientation et des soins dans le cas des grossesses difficiles, le taux de mortalité maternelle (TMM) atteint jusqu'à 1 500 pour 100 000 naissances vivantes; 83 % des naissances ont lieu au foyer, habituellement sans l'aide d'une accoucheuse expérimentée. Le développement des femmes a été entravé aussi par la nécessité de faire face aux difficultés causées par le déracinement ainsi que par les inégalités entre les sexes pour ce qui est de l'accès aux services de base et aux postes de responsabilité. Les services sociaux de base sont difficilement accessibles, et la demande de services commence seulement à apparaître peu à peu au niveau des communautés. En outre, 32 % seulement des Angolais ont accès à l'eau salubre et 16 % à des moyens d'assainissement hygiéniques. En outre, 44 % des hommes et 71 % des femmes adultes demeureront analphabètes à moins que les taux de fréquentation scolaire chez les enfants et les jeunes de 5 à 18 ans, qui sont de 53 % seulement pour les garçons et de 47 % pour les filles, outre que les taux d'abandon et de redoublement à tous les niveaux sont élevés, puissent être considérablement accrus.

/...

4. L'environnement politique se prête de plus en plus à la mise en oeuvre au plan national de priorités et de normes globales concernant les enfants et les femmes, spécialement pour ce qui est de la jouissance de leurs droits. Parallèlement, le système des Nations Unies, au niveau des pays, met un accent de plus en plus marqué sur l'appui aux mesures de réforme visant à améliorer l'efficacité et l'efficacités. Le gouvernement a arrêté son plan de redressement et de développement à moyen terme pour 1998-2000, et des plans d'investissement sectoriel sont en cours de préparation. Néanmoins, les progrès accomplis sur la voie de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, l'une et l'autre ratifiées par l'Angola, demeurent lents et devront être suivi et documentés comme il convient.

#### COOPERATION AU PROGRAMME, 1991-1998

5. Le dernier programme complet (1991-1995), qui avait été formulé en pensant que la paix serait rétablie et que le développement reprendrait, a été perturbé par la recrudescence des hostilités en 1992 et a dû être modifié pour l'adapter à la nouvelle situation d'urgence. Deux programmes-relais, pour 1996 et 1997-1998, ont été mis en oeuvre par la suite à la fois pour consolider les acquis obtenus pendant la période d'adaptation et pour commencer à préparer la transition des secours d'urgence au relèvement. La structure des programmes de pays qui se sont succédés a peu à peu été consolidée, le nombre d'éléments et de projets étant réduit, pendant toutes les années 90. Peu à peu, ces programmes ont en outre été planifiés et exécutés dans une optique plus intégrée. Toutefois, d'autres projets ont été ajoutés aux programmes pendant la période des appels unifiés de secours d'urgence, entre 1993 et 1998, ce qui a compliqué et parfois compromis la bonne administration des programmes.

6. Les résultats des divers programmes ont été mitigés. Les efforts de vaccination ont été efficaces grâce à des interventions rapides et à des campagnes ciblées, spécialement dans le cas de la poliomyélite et de la rougeole, mais les services de santé de routine chargés des vaccinations et de la surveillance épidémiologique doivent être renforcés. Pour l'essentiel, les efforts de distribution de vitamine A et de sel iodé ont aussi été couronnés de succès, mais les résultats ne sont pas encore durables. Nombre de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont été remis en état ou créés, mais le taux de couverture nationale demeure trop faible. Des "mini-écoles" et des trousse d'urgence pour les maîtres ont stimulé la demande d'éducation de base, mais il faudra consolider les résultats ainsi obtenus en construisant plus d'écoles et en réduisant les taux d'abandon scolaire. Un cadre juridique est peu à peu mis en place à l'intention des enfants ayant besoin d'une protection spéciale, mais nombre d'enfants continuent de souffrir de privations ou de mauvais traitements ou d'être exploités. Les efforts d'intervention rapide en cas d'urgence réalisés conjointement avec les autres institutions ont permis d'atténuer considérablement les souffrances des populations affectées par la guerre, mais la cohésion des communautés se fait encore attendre.

7. Les efforts de mobilisation de ressources pour l'exécution des programmes ont donné d'excellents résultats. Le montant des fonds supplémentaires et des ressources d'urgence qui a pu être mobilisé a beaucoup dépassé celui des ressources provenant de la masse commune des ressources. En 1997 et 1998, il a été mobilisé plus de fonds supplémentaires que de ressources d'urgence, ce qui

/...

porte à penser que la diminution prévue de ces ressources à mesure que la paix se raffermie ne devrait pas affecter le montant global des ressources disponibles. En outre, au cours des deux dernières années, le secteur privé a contribué de plus en plus aux ressources disponibles aux fins des programmes, spécialement pour le développement des systèmes d'approvisionnement en eau et pour les secours aux enfants ayant besoin d'une protection spéciale.

#### Enseignements retirés

8. Les enseignements retirés ont fait apparaître clairement la nécessité :

- a) de combiner comme il convient, avec la souplesse requise, les éléments secours d'urgence, relèvement et développement qui ont pour but de faire face à des besoins d'urgence; b) de mener une activité de plaidoyer en faveur d'une augmentation des ressources budgétaires allouées aux secteurs du développement social en général; c) de faire campagne pour qu'une attention accrue soit accordée aux droits des enfants et des femmes en général, tout en axant les activités d'aide à l'enfance, de manière sélective, sur des objectifs qui puissent être réalisables localement; d) de passer peu à peu d'une approche de prestation de services à une stratégie de renforcement des capacités afin de promouvoir des systèmes autonomes et durables; e) de promouvoir l'habilitation des communautés en les faisant participer à la conception et à l'exécution des projets; f) de renforcer la présence de l'UNICEF dans les différentes régions du pays pour pouvoir appuyer plus efficacement la planification et l'exécution des programmes et une intervention rapide; g) de renforcer les mécanismes de suivi, d'évaluation et de recherche pour pouvoir évaluer les résultats des programmes et identifier les possibilités qui s'offrent; h) de mieux coordonner les opérations interinstitutions; et i) de mettre un accent plus marqué sur une pleine propriété des programmes aux échelons aussi bien national que local.

9. La programmation à plus long terme a été fondée sur l'expérience acquise lors de l'élaboration des plans de secours d'urgence. Une planification pluriannuelle du développement national ainsi qu'un resserrement des liens intersectoriels ainsi que de la synchronisation des activités des différents organismes des Nations Unies sont déjà devenus apparents. L'on a également entrepris de regrouper les activités de gestion des programmes pour en améliorer l'efficacité et l'efficience. Le processus de réforme des Nations Unies en Angola s'est accéléré en 1997 et 1998 avec l'élaboration d'une stratégie interinstitutions de transition des secours d'urgence au développement, la formation d'un groupe de travail de programmation des Nations Unies, l'établissement de plans de travail annuels et de rapports annuels coordonnés et la mise en place d'un processus d'établissement d'un bilan commun de pays. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement doit être préparé en 1999.

10. La réalisation d'une analyse détaillée de la situation des enfants et des femmes, en 1997 et au début de 1998, a fait apparaître la nécessité de créer des partenariats regroupant des intérêts divers ainsi que la possibilité de susciter une prise de conscience accrue des besoins et des droits des enfants et des femmes. Les Journées nationales de la vaccination, qui ont permis d'assurer un taux de couverture de 85 % en 1997, et l'efficacité avec laquelle les organisations non gouvernementales (ONG) locales et les dirigeants religieux ont contribué aux efforts tendant à sensibiliser la population aux dangers posés par les mines ont encore renforcé ce potentiel. La création de larges partenariats

est une méthode qui pourrait aussi être appliquée pour s'attaquer à d'autres problèmes majeurs comme la lutte contre le paludisme. Toutefois, une solide participation nationale à la planification et à la gestion des programmes s'impose, de même qu'une coordination étroite avec les donateurs, si l'on veut voir réaliser durablement les objectifs à plus long terme indispensables à l'amélioration de la situation des enfants angolais.

11. Les différents organismes qui participent à l'exécution du programme comprennent mieux, à l'heure actuelle, quels sont les domaines dans lesquels l'UNICEF jouit d'un avantage comparatif en Angola et quels sont ceux qu'il y a intérêt à confier à d'autres organismes. L'exemple en est la collaboration instituée avec la Banque mondiale dans le cadre du "Fonds d'aide sociale", la Banque prenant à sa charge les coûts de la remise en état de l'infrastructure, tandis que l'UNICEF fait l'apport de fournitures de santé et d'éducation essentielles et s'attache à former des agents sanitaires et des maîtres. L'UNICEF opère sur la base d'un partenariat constructif avec les autorités nationales et locales et les ONG, qui peuvent mobiliser rapidement les ressources nécessaires à l'exécution des programmes, ayant attiré depuis 1993 trois fois plus de ressources que le niveau annuel des fonds prélevés sur la masse commune des ressources. L'UNICEF doit conserver la capacité d'avoir recours à ces mécanismes de mobilisation pour consolider les résultats déjà obtenus en matière de collecte de fonds supplémentaires, tout en appuyant la transition vers une société plus sensible aux droits et aux besoins des enfants et des femmes. L'UNICEF devrait aussi s'attacher consolider ses autres atouts, particulièrement pour ce qui est de faire comprendre les problèmes des enfants et de promouvoir la création de réseaux de diffusion d'informations à ce sujet.

12. Les droits de l'homme en général, et les droits des enfants et des femmes en particulier, sont une question qui fait l'objet depuis quelques temps d'une attention croissante. Le premier rapport sur le développement humain élaboré en 1997 ainsi que l'analyse de situation réalisée avec l'aide de l'UNICEF ont stimulé un débat considérable et un vif intérêt qui contribueront aux efforts déployés pour s'attaquer aux causes profondes ainsi qu'aux manifestations les plus visibles de la situation, généralement médiocre, des femmes et des enfants angolais.

COOPERATION RECOMMANDEE AU PROGRAMME, 1999-2003

Masse commune des ressources : 18 729 000 dollars E.-U.  
Fonds supplémentaires : 56 471 000 dollars E.-U.

Coopération recommandée au programme a/  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>Masse</u> <u>commune des</u> <u>ressources</u>	<u>Fonds</u> <u>supplémentaires</u>	<u>Total</u>
Stratégie intégrée de survie	5 081	21 734	26 815
Développement des enfants	3 763	15 950	19 713
Protection et participation des enfants	3 067	9 124	12 191
Planification, gestion et préparation d'interventions en cas d'urgence	<u>6 818</u>	<u>9 663</u>	<u>16 481</u>
Total	<u>18 729</u>	<u>56 471</u>	<u>75 200</u>

a/ La ventilation des dépenses annuelles estimatives figure au tableau 3.

Elaboration du programme

13. Le programme de pays pour 1999-2003 a été élaboré à la suite d'un vaste et large processus de consultation entre tous les organismes actuellement chargés de l'exécution du programme ou pouvant participer à sa réalisation et d'un examen du bureau régional de l'UNICEF. La note de pays (E/ICEF/1998/P/L.8), a été établie après la réunion d'élaboration de la stratégie tenue en septembre 1997 et a été examinée par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire, en janvier 1998. Les observations formulées à l'occasion de cet examen ont été pleinement prises en considération par tous les organismes intéressés lors de la préparation des documents relatifs au programme ainsi que lors des discussions qui ont eu lieu lors de la réunion d'examen préalable organisée conjointement par le Ministère de la planification et l'UNICEF en mars 1998. La large participation qui a caractérisé ce processus de planification a été utile aussi dans la mesure où elle a permis de renforcer les capacités, effort qui sera poursuivi pendant la réalisation du nouveau programme de pays grâce au resserrement de la collaboration entre tous les partenaires et à une répartition appropriée des responsabilités en matière d'exécution et de suivi.

Objectifs et stratégie

14. L'objectif d'ensemble du programme de pays est de promouvoir la réalisation des droits des enfants angolais en obtenant d'ici à 2003 des résultats mesurables sur le secteur public, les pratiques communautaires et familiales et les modalités de prise de décisions, tout en conservant des capacités suffisantes en matière de préparation d'interventions d'urgence. Ainsi, l'on s'attachera : a) à réduire le TMI, le TMM5 et le TMM de 20 % au moins; b) à promouvoir le développement optimal des enfants et des jeunes de moins de 18 ans grâce à une amélioration des soins, de la nutrition, de l'éducation, des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et de l'hygiène; c) à

/...

aider le Ministère de la planification à définir et à intégrer les besoins et les droits des enfants aux plans nationaux et provinciaux de développement; d) à obtenir des pouvoirs publics qu'ils accroissent les crédits budgétaires alloués aux services sociaux de base de manière qu'ils représentent plus de 20 % des dépenses totales d'ici à 2001 et soient ensuite maintenus à un niveau au moins égal; e) à aider le Ministère de la justice de continuer à élaborer le cadre juridique nécessaire pour améliorer la jouissance des droits des enfants; et f) à aider l'Institut national de l'enfant angolais à rendre compte régulièrement des progrès réalisés dans l'application des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant.

15. Les principaux éléments de la stratégie sont : a) des campagnes de promotion et de mobilisation sociale en faveur des principes de la Convention relative aux droits de l'enfant; b) des actions visant à faire prendre conscience des inégalités entre les sexes et de la nécessité de les supprimer; c) le renforcement des capacités d'acquisition de connaissances et de diffusion d'informations concernant les droits de l'enfant aussi bien en Angola même qu'avec des centres internationaux d'information; d) un meilleur équilibre du rapport prestation de services/renforcement des capacités afin d'en améliorer la viabilité; e) le renforcement des capacités et mécanismes gouvernementaux de planification intersectorielle; f) l'aide aux provinces pour qu'elles incorporent dans leurs plans annuels de développement des activités liées aux droits de l'enfant; et g) un recours accru à la consultation et à la co-gestion au niveau des collectivités.

16. L'UNICEF devra continuer pendant plusieurs années encore à fournir un appui dans le domaine de la prestation des services, mais mettre l'accent sur le relèvement et le développement des services sociaux les plus essentiels et veiller à atteindre les enfants dans le contexte des interventions et des programmes conçus à l'intention des groupes vulnérables en général, en compris les personnes déplacées et les pauvres qui vivent dans les quartiers péri-urbains. Des efforts de plaidoyer seront entrepris auprès du gouvernement, et des alliances et des partenariats seront créés, spécialement avec la Banque mondiale et avec des ONG pour mobiliser des ressources pour la fourniture de services de base en milieu urbain. Les activités de renforcement des capacités tendront à promouvoir une plus grande propriété locale des programmes en appuyant les moyens d'élaboration des politiques, de planification, de gestion, de supervision et d'évaluation des autorités. En particulier, l'accent sera mis sur la formation de formateurs, le renforcement des capacités des ONG nationales et une identification plus systématique des besoins prioritaires aux échelons aussi bien national qu'infranational. Par des activités de plaidoyer, d'habilitation et de mobilisation sociale, l'on s'attachera à encourager des attitudes plus propices à la réalisation des droits des enfants. L'on aura recours à une large gamme de moyens de communication, l'on encouragera la demande de services sociaux de base et l'on diffusera des messages appropriés pour faciliter la réalisation des buts et des objectifs du programme. Une aide sera fournie pour faciliter la création de réseaux avec les groupes de la société civile et les organisations communautaires qui apparaissent peu à peu dans le pays. La participation des collectivités sera encouragée grâce à un élargissement des possibilités de co-gestion.

17. Le programme de pays proposé comprend quatre éléments interdépendants axés sur différents aspects des droits des enfants : a) stratégie intégrée de survie;

/...



b) développement des enfants; c) la protection et la participation des enfants; et d) la planification, la gestion et la préparation des interventions en cas d'urgence, élément qui comporte désormais, indépendamment des ressources allouées à la réalisation du programme proprement dit, des activités de planification sociale tendant à transférer progressivement les responsabilités de l'UNICEF en matière de planification et de gestion aux principaux organismes qui participent à la réalisation du programme aux échelons national et régional. Par conséquent, il a été alloué à ce dernier élément une proportion plus grande de l'ensemble des ressources disponibles que celle qui était initialement envisagée dans la note de pays.

#### Stratégie intégrée de survie

18. Cet élément du programme concerne les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les femmes en âge de procréer et à pour but de réduire d'au moins 20 % les taux de mortalité infantile et maternelle et les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, actuellement très élevés, ainsi que de ramener à moins de 5 % l'incidence de la malnutrition aiguë. Il est envisagé quatre projets qui porteront respectivement sur : a) la santé infantile; b) la santé génésique; c) la nutrition; et d) l'appui aux programmes. Les activités seront axées sur les dix provinces où est enregistrée l'incidence la plus forte des maladies les plus communes (paludisme, diarrhée, infections respiratoires aiguës, rougeole et tétanos néonatal) ainsi que les troubles dus à la malnutrition chronique et aux carences en oligo-éléments. Le projet de santé infantile visera à renforcer la gestion, dans les établissements de santé et au foyer, des maladies communes de l'enfance, à promouvoir l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticides pour combattre le paludisme et à promouvoir des vaccinations régulières. Le projet de santé génésique tendra à améliorer l'accès aux services de soins obstétriques prénatals et essentiels et la qualité de ces services dans les maternités; à renforcer les systèmes d'orientation en cas de complication de la grossesse; et à mettre en place un solide programme d'éducation communautaire à l'intention des adolescentes et des femmes sur la préparation à l'accouchement, les soins maternels et les maladies sexuellement transmissibles. Le projet de nutrition a pour but de promouvoir la surveillance de la croissance, l'allaitement au sein exclusif et prolongé, l'amélioration des pratiques d'hygiène et l'alimentation complémentaire et la lutte contre les carences en oligo-éléments grâce à la distribution de sel iodé et de suppléments de fer et de vitamine A, ainsi qu'à mettre en place des systèmes d'information sur la nutrition à l'intention des mères. Le projet d'appui aux programmes comprendra une assistance technique et opérationnelle tendant à faciliter l'exécution intégrale des activités prévues. L'UNICEF fournira les articles et le matériel nécessaires à l'exécution du programme, aidera à la formation des agents de santé et de ceux qui s'occupent des enfants, appuiera des activités fixes et mobiles de vaccination et s'attachera à renforcer les systèmes institutionnels et communautaires de surveillance afin d'assurer un dépistage aussi rapide que possible des maladies de l'enfance et des cas de malnutrition. Ce programme bénéficiera à environ 600 000 nouveaux-nés, 1,5 million d'enfants de moins de 4 ans et 650 000 femmes en âge de procréer.

Développement des enfants

19. Cet élément du programme tend à appuyer les efforts que déploie le gouvernement pour étendre la couverture des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation et l'accès à ces services ainsi que de contribuer à renforcer les capacités nationales et régionales de prestation de ces services. Ce programme comprend trois projets concernant respectivement : a) l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène; b) l'accès à des services d'enseignement de qualité; et c) l'appui aux programmes. Dans le cas des deux premiers, des efforts de plaidoyer seront entrepris auprès du gouvernement pour obtenir que les crédits budgétaires soient portés à des niveaux suffisants pour garantir un développement soutenu, promouvoir la décentralisation et réduire les inégalités entre les sexes. Les ONG, les donateurs et les partenaires du secteur privé seront engagés à accroître leur appui à la prestation de services dans les régions désavantagées, y compris les localités reculées et celles où les services existants ne peuvent pas faire face à la demande de grandes concentrations de personnes déplacées. Grâce à des activités de plaidoyer et de mobilisation sociale, l'on s'attachera à encourager les communautés à améliorer leurs pratiques d'assainissement et d'hygiène, à élargir les possibilités d'éducation pour les filles et les femmes et à promouvoir une co-gestion des activités. Dans le cadre des activités de renforcement des capacités locales, une formation en cours d'emploi sera dispensée aux maîtres de l'enseignement primaire, aux agents responsables des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et aux co-gestionnaires communautaires. L'on s'emploiera à identifier les approches les plus économiques et les plus efficaces de la prestation des services ainsi qu'à améliorer le suivi et l'évaluation. Le projet d'appui aux programmes comportera une assistance technique et opérationnelle visant à garantir la pleine exécution des activités. L'UNICEF fournira certaines des matières premières nécessaires à la remise en état et à la construction d'écoles et des systèmes de canalisation d'eau dans les communautés rurales, à l'aménagement de trous d'eau et de puits dans les villages et à la construction de latrines bon marché dans les habitations, les écoles et les centres de santé. En outre, l'UNICEF aidera à la révision des programmes d'études scolaires pour y introduire des sujets concernant l'égalité entre hommes et femmes, la sensibilisation aux dangers représentés par les mines et les munitions non explosées, l'hygiène et les droits des enfants. Par ailleurs, il sera entrepris avec l'aide de l'UNICEF une étude complète de la situation et des besoins en ce qui concerne l'éducation des filles. Ainsi, 600 000 personnes bénéficieront des activités d'amélioration de l'approvisionnement en eau, 470 000 personnes des efforts d'assainissement et 133 000 enfants de l'amélioration des services d'éducation.

Protection et participation des enfants

20. Cet élément du programme a pour objet de promouvoir l'application des deux Conventions ainsi que de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant africain, en tant que cadre de dialogue, de planification, de plaidoyer et d'action avec tous les principaux partenaires. Les activités tendront à appuyer l'élaboration, l'application et la diffusion de lois, de politiques et de réformes sociales tendant à protéger les groupes les plus vulnérables d'enfants et de femmes. Cet élément du programme comprend quatre projets concernant respectivement : a) les enfants ayant besoin d'une protection spéciale; b) la sensibilisation aux dangers représentés par les mines et les

/...

munitions non explosées; c) l'information et la communication; et d) l'appui aux programmes. S'agissant du premier projet, l'UNICEF s'attachera à protéger les enfants non accompagnés, particulièrement vulnérables (enfants des rues, enfants abandonnés et orphelins), les enfants en conflit avec la loi ou en prison, les enfants traumatisés (spécialement les anciens enfants soldats et les victimes de mines terrestres et de munitions non explosées), les enfants vivant dans les régions les plus affectées par les mines et les enfants sexuellement exploités ou exploités au travail. En outre, l'UNICEF aidera à la formation d'agents sociaux, d'avocats et de la police aux aspects juridiques et administratifs de la protection des enfants et appuiera les efforts déployés pour retrouver les enfants et les familles et les réunifier. Le projet de sensibilisation aux dangers représentés par les mines et les munitions non explosées aidera le gouvernement, au moyen de matériels éducatifs et d'une assistance technique, à renforcer l'éducation dans ces domaines dans les écoles et les autres institutions, à mobiliser les communautés pour éviter les accidents et déclarer ceux qui se seront produits et à former le personnel des campagnes de sensibilisation. En outre, l'UNICEF poursuivra ses activités de plaidoyer pour obtenir la ratification et la mise en oeuvre de la Convention internationale sur l'interdiction de l'utilisation et de la fabrication de mines antipersonnel. Par ailleurs, le projet d'information et de communication tendra à susciter parmi le public une prise de conscience accrue des droits des enfants, à promouvoir une plus grande participation des enfants à la prise de décisions les concernant, à élaborer des matériels de communication appropriés pour appuyer le programme de pays et à faciliter la formation des médias locaux à la production et à la diffusion d'informations sur les droits des enfants et des femmes. L'on s'emploiera à promouvoir la mise en oeuvre de l'initiative "Sara" de communication avec les filles ainsi qu'à consolider les premiers résultats qu'ont donnés les efforts de mobilisation des parlementaires en faveur des droits des enfants. Enfin, le projet d'appui aux programmes comportera une assistance technique et opérationnelle visant à garantir la pleine exécution des activités. Comme tous les enfants et toutes les femmes en bénéficieront indirectement, le nombre d'enfants ayant besoin d'une protection spéciale qui bénéficieront des activités prévues au titre de cet élément est difficile à quantifier mais devrait être de l'ordre de 360 000.

#### Planification, gestion et préparation des interventions en cas d'urgence

21. Cet élément du programme a pour objet d'appuyer la réalisation des buts et des objectifs du programme de pays dans les trois domaines susmentionnés et tendra à renforcer les capacités de gestion des programmes en améliorant les moyens de planification et de préparation des interventions en cas d'urgence. Un appui intersectoriel sera fourni pour optimiser la gestion des ressources humaines et financières, notamment grâce au déploiement de volontaires internationaux qui fourniront un appui technique dans les domaines appropriés, en accord avec les autres organismes intéressés des Nations Unies, pour fournir une assistance opérationnelle dans les domaines d'intérêt commun aux échelons national et local. Ce programme comporte quatre projets concernant respectivement : a) la planification sociale, le suivi et l'évaluation; b) le renforcement des capacités; c) la gestion des programmes; et d) la préparation et les interventions en cas d'urgence. L'élément planification sociale, suivi et évaluation tend à appuyer la réalisation du programme de pays en encourageant l'application des statistiques et des recherches existantes pour la formulation des politiques sociales, l'analyse des tendances socio-économiques et

/...

budgétaires et la surveillance des droits des enfants. L'élément renforcement des capacités tend à développer les compétences de gestion des organismes participant à la réalisation du programme pour leur permettre de mieux planifier et gérer les programmes en faveur des femmes et des enfants. Le projet gestion des programmes tendra à faire en sorte que tous les services de gestion et d'appui nécessaires au plan national et sur le terrain soient disponibles, notamment dans les domaines de la logistique, de la gestion des ressources et de l'assistance technique. L'on s'attachera à faciliter les travaux des trois bureaux auxiliaires de Lubango, Huambo et Uige, spécialement pour faciliter l'évaluation et l'analyse des données provinciales et la mise en route d'une action en faveur de l'enfance à l'échelon infranational. En outre, un appui sera fourni à la base logistique de Lobito, ce qui permettra de faire des économies étant donné le coût élevé des activités d'approvisionnement à Luanda. Le projet de préparation aux interventions en cas d'urgence tendra à faciliter la mise en place de mécanismes d'alerte avancée, d'intervention rapide et de coordination, spécialement pour faciliter le retour et la réinstallation des personnes déplacées. Environ 820 000 personnes déplacées et membres de leurs familles bénéficieront directement de cet élément du programme.

#### Programme intégré de recherche, de suivi et d'évaluation

22. Ce plan a pour but de promouvoir une collecte et une utilisation plus systématiques des données relatives aux programmes. Le Ministère de la planification, en étroite collaboration avec l'Institut national de statistique et l'aide de l'UNICEF, coordonnera la mise en oeuvre de ce plan, qui contribuera au développement des mécanismes nationaux et provinciaux de planification en faveur de l'enfance. Des recherches opérationnelles et des études axées sur les enfants seront menées dans les régions où il a été déterminé, lors de l'analyse de situation, que les données pertinentes faisaient défaut. Des visites conjointes périodiques sur le terrain seront organisées pour rassembler des données sur des projets spécifiques, lesquelles seront analysées et tabulées pour que les responsables de la gestion et de l'exécution des programmes puissent s'en servir rapidement. Les données rassemblées concernant les différents éléments du programme seront examinées tous les six mois pour faire la synthèse des données rassemblées lors des visites sur le terrain et des données provenant des rapports de routine et du système de gestion des programmes de l'UNICEF. A cette occasion, l'on s'attachera à évaluer les progrès réalisés à la lumière des objectifs fixés dans les plans d'action annuels ainsi qu'à identifier les contraintes et les possibilités nouvelles. Un programme de suivi des cohortes d'enfants visant à faciliter l'évaluation de l'avancement du programme de pays et la mise en oeuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant, commencera en 1999. Des enquêtes en grappe à indicateurs multiples seront réalisées tous les trois ans; la prochaine enquête doit être menée en l'an 2000. Ces enquêtes permettront de déterminer les disparités entre les régions et entre les sexes et seront complétées par des évaluations périodiques lorsque les enquêtes en auront fait apparaître la nécessité. Les résultats des programmes seront examinés en octobre de chaque année, et un examen à mi-parcours approfondi aura lieu en 2001. Lors de l'examen à mi-parcours, l'on évaluera les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs du programme afin de déterminer s'il y a lieu de le restructurer, et l'on rassemblera les données nécessaires pour commencer les préparatifs du prochain programme de pays.

### Gestion du programme

23. Le Ministère de la planification sera l'organe national chargé de coordonner la gestion des programmes et présidera un comité directeur interministériel national auquel seront représentés les organismes d'exécution au plan infranational. Les ministères sectoriels seront responsables des questions de politique générale et assureront la supervision technique de l'exécution des activités. Le bureau de l'UNICEF en Angola fournira toute l'assistance technique, financière et matérielle exposée ci-dessus. Des plans annuels de gestion seront élaborés et leur exécution sera suivie afin de compléter ainsi les plans d'action annuels; et la qualité des activités de gestion sera évaluée lors de l'examen à mi-parcours. La représentation équilibrée du bureau de l'UNICEF en Angola au plan national et dans les différentes régions du pays sera de nature à promouvoir la continuité de l'exécution du programme et une intervention rapide au cas où il se produirait des perturbations. La priorité continuera d'être accordée à la préparation des mesures à prendre en cas d'insécurité, et le système de communication mis en place à cette fin continuera d'être amélioré, en collaboration avec les autres organismes des Nations Unies. La planification des mesures à prendre dans ce domaine sera fondée sur l'expérience acquise dans le contexte des missions de maintien de la paix et d'observation des Nations Unies et des activités du Bureau du Coordonnateur pour les affaires humanitaires (précédemment Département des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU).

24. Le bureau de pays et les services de l'UNICEF sur le terrain ont évolué parallèlement à la situation d'urgence et au retour progressif aux activités de relèvement. L'UNICEF, essentiellement basé à Luanda en 1991, alors même qu'il disposait de trois autres petits bureaux auxiliaires, a établi une présence dans les 18 provinces du pays au plus fort de la situation d'urgence, en 1993. Cette représentation a été regroupée en sept unités en 1996 : quatre bureaux auxiliaires et trois bases satellites d'urgence. En 1998, à la suite d'un nouveau regroupement, il y aura en Angola, indépendamment du bureau de Luanda, trois bureaux de zone et une base logistique.

### Financement du programme et partenariats

25. Les ressources disponibles au titre de la masse commune des ressources serviront à couvrir les coûts des activités les plus essentielles dont dépendra la réalisation du reste du programme de pays, par exemple les éléments de renforcement des capacités, la planification des programmes et certains coûts des services d'appui de base. Les fonds supplémentaires compléteront ces ressources et seront utilisés pour la réalisation des objectifs fixés en matière de prestation de services; plus le volume des fonds supplémentaires reçus sera élevé, et plus les interventions entreprises dans le cadre du programme pourront être élargies et approfondies. Le bureau de l'UNICEF en Angola a déjà noué des relations constructives avec un grand nombre de donateurs, et les gouvernements de l'Allemagne, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède, ainsi que l'Union européenne, différents comités pour l'UNICEF et d'autres donateurs encore, ont tous apporté des contributions substantielles à la réalisation des programmes pendant les années 90. La collaboration avec le secteur privé a également été resserrée ces dernières années, spécialement avec les sociétés pétrolières. L'on continuera à consolider ces relations : a) en maintenant des contacts

/...

d'information périodiques avec les partenaires de financement représentés localement; b) en améliorant les consultations avec les donateurs potentiels pendant l'élaboration des propositions de projets; c) en mettant l'accent sur les activités pouvant intéresser les donateurs dans des provinces et/ou des secteurs spécifiques dans lesquels opère déjà l'UNICEF; et d) en réalisant des activités conjointes d'examen, de suivi et d'évaluation. Des efforts de plaidoyer continueront d'être entrepris auprès du Gouvernement angolais pour qu'il engage la part qui lui revient des ressources à mettre en oeuvre dans le cadre d'initiatives 20/20 afin d'attirer ainsi une assistance de donateurs extérieurs.

26. Depuis 1993, l'UNICEF fournit un appui en matière de formulation des politiques et de planification des programmes au Bureau du Coordonnateur pour les affaires humanitaires (précédemment appelé Département des affaires humanitaires). Comme le Bureau devrait achever progressivement ses activités d'ici à la fin de 1998, l'UNICEF continuera de fournir un appui au Ministère des affaires sociales et de la réinsertion pour l'aider à coordonner l'assistance humanitaire. L'UNICEF renforcera son rôle au sein du groupe de coordination du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH et le SIDA et continuera de collaborer avec l'Organisation mondiale de la santé à la réforme du secteur de la santé, à l'élaboration des politiques et aux programmes de vaccination et de distribution de médicaments essentiels. Il continuera de coopérer avec le Programme des Nations Unies pour le développement à l'élaboration du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et avec la Banque mondiale à l'élaboration des services sociaux de base et à la formulation de politiques sectorielles, spécialement dans les domaines de la santé et de l'éducation et de l'atténuation de la pauvreté. Enfin, l'UNICEF continuera de coopérer étroitement avec les ONG nationales et internationales sur la base d'accords de coopération conjointe.

TABLEAU 1. DONNEES DE BASE SUR LES ENFANTS ET LES FEMMES

Angola	(1996 et années précédentes)	Classification par pays de l'UNICEF			
Taux de mortalité (jusqu'à 5 ans) :	292	(1996)	Groupe TMM5 : très élevé		
Taux de mortalité infantile :	170	(1996)	Groupe TMI : très élevé		
PNB par habitant :	270 dollars	(1996)	PNB : tranche inférieure		
Population totale :	11,2 millions	(1996)			
INDICATEURS CLES					
SURVIE ET DEVELOPPEMENT DE L'ENFANT)		1970	1980	1990	1996
Naissances	(milliers)	274	353	476	546
Mortalité infantile (jusqu'à un an)	(milliers)	49	55	82	93
Mortalité avant cinq ans	(milliers)	82	92	141	159
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)		301	261	297	292
Taux de mortalité infantile (jusqu'à un an) (pour 1 000 naissances vivantes)		179	155	173	170
		Vers 1980		Chiffres plus récents	
Enfants ayant un poids insuffisant (jusqu'à 5 ans) (%, poids par âge)	modéré/grave grave	..		..	
Nourrissons dont le poids à la naissance est insuffisant (%, 1990)		..		19	
Enfants terminant leurs études primaires (%, 1980/1990)		24		34	
NUTRITION		Vers 1980		Chiffres plus récents	
Taux d'allaitement exclusif (<4 mois) (%, 1992)		..		3	
Taux d'allaitement complémentaire (6-9 mois) (%, 1992)		..		83	
Taux d'allaitement continu (20-23 mois) (%, 1992)		..		53	
Pourcentage des dénutritions (0-59 mois) (%)		..		..	
Pourcentage du rachitisme (0-59 mois) (%)		..		..	
Taux total de cas de goitre		..		7	
Consommation de sel iodé par ménage (%, 1996)		..		10	
SANTÉ		Vers 1980		Chiffres plus récents	
Taux d'utilisation des sels de réhydratation buccale (%)		..		..	
PEV financé par le gouvernement (%)		..		..	
Accès à l'eau salubre	Total	21		32	
(% de la population, 1980/1994)	milieu urbain/rural	85 / 15		69 / 15	
Accès à un assainissement adéquat	Total	15		16	
(% de la population, 1980/1994)	milieu urbain/rural	40 / 15		34 / 8	
Accouchements avec l'assistance d'agents sanitaires qualifiés (%, 1984)		15		..	
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, 1990)		..		1 500	

/...

TABLEAU 1. (suite)

Angola

Immunisation		1981	1985	1990	1996	
Enfants d'un an vaccinés contre :	Tuberculose	..	30	47	74	
	Diphtérie/tétanos/coqueluche	..	19	23	42	
	Poliomyélite	..	13	23	42	
	Rougeole	..	44	38	65	
Femmes enceintes vaccinées contre :	Tétanos	..	54	26	28	
EDUCATION		Vers 1980		Chiffres plus récents		
Taux d'inscription, enseignement primaire (brut/net) (%, 1985/1991)	Total	106 / ..		88 / ..		
	Garçons	117 / ..		.. / ..		
	Filles	96 / ..		.. / ..		
Taux d'inscription, enseignement secondaire (brut/net) (%, 1985/1991)	Total	14 / ..		14 / ..		
	Garçons	.. / ..		.. / ..		
	Filles	.. / ..		.. / ..		
Taux d'alphabétisation des adultes, 15 ans et plus (%, 1985/1990)	Total	35		42		
	Hommes/femmes	50 / 23		56 / 29		
Nombre de postes de radio/télévision (pour 1 000 habitants, 1980/1995)		21 / 4		34 / 7		
DEMOGRAPHIE		1970	1980	1990	1996	2000
Population totale (millions)		5 588	7 019	9 229	11 185	12 781
De 0 à 15 ans (millions)		2 734	3 563	4 905	6 049	6 897
De 0 à 4 ans (millions)		983	1 319	1 818	2 200	2 396
Population urbaine (% du total)		15,0	20,9	27,6	31,8	34,2
Espérance de vie à la naissance (en années)	Total	37	41	45	47	48
	Hommes	36	39	44	45	46
	Femmes	39	43	47	48	49
Taux total de fécondité		6,5	6,9	7,2	6,8	6,4
Taux brut de natalité (pour 1 000 habitants)		49	51	51	49	46
Taux brut de mortalité (pour 1 000 habitants)		27	24	20	19	18
		Vers 1980		Chiffres plus récents		
Taux d'utilisation des contraceptifs (%, 1977)		1		..		
Taux annuel d'accroissement de la population (%, 1965-1980/1980-1996)	Totale	2,0		2,9		
	Urbaine	5,4		5,5		

/...



TABLEAU 1. (suite)

Angola

ECONOMIE		Vers 1980	Chiffres plus récents
Taux annuel de croissance du PNB par habitant (%, 1985-1995)		..	-6,1
Taux d'inflation (%, 1985-1995)		..	170
Population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour (%)		..	..
Dépenses des ménages			
(part du revenu total)	(20 % des plus favorisés/40 % des moins favorisés)	.. / ..	.. / ..
Dépenses publiques			
(% des dépenses totales, 1987)	Santé/éducation	6 / 15	.. / ..
	Défense	34	..
Dépenses des ménages			
(% du revenu total)	Santé/éducation	.. / ..	.. / ..
Aide publique au développement :			
(1980/1996)	En millions de dollars E.-U.	53	544
	En pourcentage du PNB	2	12
Service de la dette			
(% des exportations de biens et de services, 1985/1995)		4	15

/...

**PAYS : ANGOLA**

DATE DE LA DERNIERE APPROBATION DU CONSEIL : 1996

**MASS COMMUNITY RESOURCES : 5 500 000 dollars**

TOTAL												
MC b/		FSD		Total (MC & FSD)								
Dépenses effectives	Dépenses prévues	Dépenses effectives	Dépenses prévues	Dépenses effectives	Dépenses prévues							
Autres montants en espèces (dépenses effectives)		Personnel des projets (dépenses effectives)		Subventions à la formation (dépenses effectives)		Fourniture et matériel (dépenses effectives)		Domaine d'activité				
MC b/	FSD	MC b/	FSD	MC b/	FSD	MC b/	FSD	MC b/	FSD	MC b/	FSD	
			</									

**MC = Masse commune des ressources**

FSD = Fonds supplémentaires disponibles

FSND = Fonds supplémentaires non disponibles

2/ Les dépenses effectives comprennent les dépenses enregistrées à la date de clôture 01, le 30 avril 1998.

b) Les dépenses effectives prélevées sur la masse commune des ressources comprennent les ventilations de fonds d'action générale.

TABLEAU 3. DEPENSES ANNUELLES PREVUES

PAYS : ANGOLA

CYCLE DE PROGRAMMATION : 1999-2003

(En milliers de dollars E.-U.)

		1999	2000	2001	2002	2003	Total
Stratégie intégrée de survie	MC	847 000	933 000	1 027 000	1 127 353	1 147 000	5 061 353
	FSD						
	FSN	5 315 000	4 792 000	4 274 000	3 862 000	3 491 000	21 734 000
	Total	6 162 000	5 725 000	5 301 000	4 989 353	4 638 000	26 615 353
Développement de l'enfant	MC	627 000	691 000	761 000	834 534	849 000	3 762 534
	FSD						
	FSN	2 761 000	2 929 000	3 076 000	3 413 000	3 771 000	15 950 000
	Total	3 388 000	3 620 000	3 837 000	4 247 534	4 620 000	19 742 534
Protection et participation des enfants	MC	511 000	563 000	621 000	680 138	692 000	3 067 138
	FSD						
	FSN	1 576 000	1 706 000	1 823 000	1 923 000	2 096 000	9 124 000
	Total	2 087 000	2 269 000	2 444 000	2 603 138	2 788 000	12 191 138
Planification, gestion et interventions d'urgence	MC	1 151 000	1 263 000	1 386 000	1 531 975	1 486 000	6 817 975
	FSD						
	FSN	1 938 000	1 969 000	2 002 000	2 009 000	1 745 000	9 663 000
	Total	3 089 000	3 232 000	3 388 000	3 540 975	3 231 000	16 480 975
Total, budget du programme	MC	3 136 000	3 450 000	3 795 000	4 174 000	4 174 000	18 729 000
	FSD						
	FSN	11 590 000	11 396 000	11 175 000	11 207 000	11 103 000	56 471 000
	Total	14 726 000	14 846 000	14 970 000	15 381 000	15 277 000	75 200 000
Dépenses de personnel a/		1 121 101	1 190 405	1 265 120	1 342 520	1 385 565	6 304 711
Frais généraux de fonctionnement		645 700	595 560	584 000	649 700	649 700	3 124 660
Total, estimation du budget d'appui		1 766 801	1 785 965	1 849 120	1 992 220	2 035 265	9 429 371
Total général		16 492 801	16 631 965	16 819 120	17 373 220	17 312 265	84 629 371

MC = Masse commune des ressources

FSD = Fonds supplémentaires disponibles

FSN = Fonds supplémentaires nouveaux

a/ Y compris les consultants et l'assistance temporaire.

/...

PROGRAMME : 1999-2003

2. Non compris les postes temporaires et les heures supplémentaires.